

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

LOIS ET DECRETS

ARRETES. DECISIONS. CIRCULAIRES. AVIS COMMUNICATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	Lois et décrets			Débats à l'Assemblée Nationale	Bulletin Officiel Ann. march. publ. Registre du Commerce	REDACTION ET ADMINISTRATION DIRECTION
	Trois mois	Six mois	Un an	Un an	Un an	
Algérie	8 dinars	14 dinars	24 dinars	20 dinars	15 dinars	Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE 9 rue Trolier, ALGER Tél : 66-81-49, 66-80-96 C.C.P. 3200-50 — ALGER
Etranger	12 dinars	20 dinars	35 dinars	20 dinars	28 dinars	

*Le numéro 0,25 Dinar — Numéros des années antérieures : 0,30 dinar Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés
 Prière de joindre les dernières bandes pour renouvellements et réclamations — Changement d'adresse ajouter 0,30 dinar
 Tarif des insertions : 2,50 Dinars la ligne*

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décrets du 23 juin 1966 mettant fin à des délégations dans les fonctions de sous-préfet, p. 654.

Arrêté interministériel du 8 juin 1966 relatif à la procédure de gestion des crédits affectés au développement de l'industrie locale, p. 654.

Décision du 20 juin 1966 portant approbation de la liste des bénéficiaires de licences de débits de boissons établie par la commission du département de Sétif, p. 654.

MINISTERE DES FINANCES ET DU PLAN

Décret n° 66-196 du 23 juin 1966 portant virement de crédit au budget du ministère de la santé publique, p. 658.

Décret n° 66-199 du 28 juin 1966 portant transformations d'emplois, p. 658.

Arrêté du 11 juin 1966 portant création d'un contrôle des impôts directs à Bordj Ménéaïel, p. 659.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Arrêtés du 1^{er} juin 1966 portant mouvement de personnel, p. 659.

Arrêtés des 9 et 16 juin 1966 portant acquisition de la nationalité algérienne, p. 659.

Arrêté du 22 juin 1966 fixant le nombre de sections des tribunaux, p. 660.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE

Décret n° 66-200 du 28 juin 1966 fixant provisoirement les modalités de recrutement et de rémunération des moniteurs et monitrices de l'artisanat, p. 660.

MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS ET DES TRANSPORTS

Décret du 8 juin 1966 portant nomination du directeur du port autonome d'Alger, p. 661.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE LA CONSTRUCTION

Arrêté du 21 juin 1966 portant délégation de signature à un sous-directeur, p. 661.

MINISTERE DU TOURISME

Décret du 28 juin 1966 portant nomination d'un sous-directeur p. 661.

MINISTERE DES HABOUS

Arrêtés des 21 et 22 février 1966 portant mouvement de personnel, p. 661.

ACTES DES PREFETS

Arrêté du 23 avril 1966 autorisant la commune de Constantine à acquérir un lot de terrain du plan de Sidi Mabrouk, p. 661.

Arrêté du 26 mai 1966 portant autorisation de prise d'eau de l'oued Tafna, p. 661.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Homologations et demandes d'homologation de propositions, p. 662.

Marchés. — Appels d'offres, p. 663.

— Mises en demeure d'entrepreneurs, p. 664.

ANNONCES

Associations. — Déclarations, p. 664.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décrets du 23 juin 1966 mettant fin à des délégations dans les fonctions de sous-préfet.

Par décret du 23 juin 1966, il est mis fin, à compter du 15 juin 1966, à la délégation de M. Abdellah Hammoutène dans les fonctions de sous-préfet de Lakhdaria.

Par décret du 23 juin 1966, il est mis fin, à compter du 15 mai 1966, à la délégation de M. Hassane Raouli dans les fonctions de sous-préfet d'Azazga.

Arrêté interministériel du 8 juin 1966 relatif à la procédure de gestion des crédits affectés au développement de l'industrie locale.

Le ministre de l'intérieur,

Le ministre des finances et du plan, et

Le ministre de l'industrie et de l'énergie,

Vu la loi n° 63-165 du 7 mai 1963 portant création et fixant les statuts de la caisse algérienne de développement ;

Vu l'ordonnance n° 65-320 du 31 décembre 1965 portant loi de finances pour 1966 ;

Vu l'ordonnance n° 66-52 du 3 mars 1966 modifiant et complétant l'ordonnance n° 65-320 du 31 décembre 1965 portant loi de finances pour 1966 ;

Vu le décret n° 63-182 du 16 mai 1963 confiant à la C.A.D. la gestion financière du programme d'équipement public de l'Algérie ;

Vu le décret n° 66-76 du 4 avril 1966 fixant les modalités d'exécution du budget d'équipement pour 1966 ;

Vu le décret n° 66-77 du 4 avril 1966 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget d'équipement pour l'année 1966 et notamment ses articles 3 et 4 ;

Arrêtent :

Article 1^{er}. — Les crédits du chapitre 11-44 correspondant antérieurement aux dépenses d'équipement départemental sont affectés à l'exécution d'opérations de développement de l'industrie locale (D.I.L.), et, à ce titre, confiés à la gestion financière de la C.A.D.

Art. 2. — La C.A.D. effectue les paiements selon la nomenclature des opérations arrêtées par le ministre de l'intérieur, et en fonction de la répartition des crédits ouverts pour chaque opération.

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur instituera par décision, auprès du B.E.R.I. chargé de la réalisation des opérations prévues à l'article 2, une commission d'ouverture des plis pour l'examen des propositions faites par des soumissionnaires au titre de l'exécution d'un projet.

Art. 4. — L'ordonnateur et le comptable feront parvenir trimestriellement au ministre des finances un état des engagements, des mandaterments et des paiements.

Art. 5. — Les pièces justificatives de dépenses sont conservées par l'ordonnateur et le comptable et mises à la disposition de tout contrôleur au même titre que les documents justifiant l'utilisation de toute avance forfaitaire de réalisation qui serait consentie au B.E.R.I.

Art. 6. — L'organisme payeur doit établir un arrêté de compte repris en fin d'exercice dans le rapport du budget d'équipement et dans les écritures du trésorier général.

Art. 7. — Une circulaire interministérielle définira les modalités d'exécution des opérations D.I.L.

Art. 8. — Les dispositions qui précèdent ne seront pas applicables aux programmes antérieurs. Ceux-ci continueront à être gérés, selon la procédure en vigueur jusqu'à leur achèvement.

Art. 9. — Le directeur général du plan et des études économiques, le directeur de l'industrie, le ministre de l'intérieur, le directeur général du B.E.R.I. et le directeur général de la caisse algérienne de développement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 juin 1966.

P. le ministre des finances
P. le ministre de l'intérieur, et du plan et, par délégation,

Le directeur général adjoint,
des finances,
Le secrétaire général,
Hocine TAYEBI. Salah MEBROUKINE.

P. le ministre de l'industrie
et de l'énergie,

Le secrétaire général,
Daoud AKROUF.

Décision du 20 juin 1966 portant approbation de la liste des bénéficiaires de licences de débits de boissons établie par la commission du département de Sétif.

Par décision du 20 juin 1966, est approuvée la liste des bénéficiaires de licences de débits de boissons établie par la commission du département de Sétif, en application du décret n° 65-252 du 14 octobre 1965.

COMMISSION DEPARTEMENTALE DE REVISION DES LICENCES DE DEBITS DE BOISSONS ETAT DES ATTRIBUTIONS DE LICENCES DE DEBITS DE BOISSONS

Nom et prénoms des bénéficiaires	Arrondissements	Communes
Guessoum Laïd	Sétif	Sétif
Guechi Tounsi		"
Benhachana Mes		"
Hadjeb Brahim		"
Raffaoui Moussa		"
Djaref Boubakeur		"
Abacha Messaoud		"
Charaït Saïd		"
Talanzar Salah		"
Cheraga Ramdane		"
Bounas Ahmed		"
Azil Mohamed		"
Challal Bouzid		"
Benkhalfa Mohamed		"
Nekaa Smail		"
Ghadjati Abdellah		"
Slimani Abdellah		"
Ziad Nouari		"
Bendib Ahmed		"
Khaffa Hocine		"
Gharol Ahmed		"
Kheniche Messaoud		"
Hakim Abbès		"
Guenifi Lahcene		"
Gaalioui Saïa		"
V ^o Bensékine Toufahia		"
Cheniti Embarka		"
Trabelsi Zoubida		"

Nom et prénoms des bénéficiaires	Arrondissements	Communes
Icheur Khadra	Sétif	Sétif
Laghez Aïchouche		»
Sarra Simoucha		»
Benoui Zoubida		»
Berarma Chelbia		»
Boutabli Zouina		»
Sltani Aldjia		»
Bezih Garmia		»
Hamoura Rim		»
Benguedfa Rahouadja		»
Khelif Hafsa		»
Guenfoud Khrefa		»
Kahia Zakia		»
Kamli Amor		»
Boudoukh Amar		»
Louail Saïd		»
Djabou Ahmed		»
Gherib Chérif		»
Tergou Amar		»
V ^e Benabdesselem Messaouda		»
Gatt Ras El Aïn		»
Bouabhi Zidouma		»
Hamza Rahouadja		»
Azzouz Aïcha		»
Beddar Héliama		»
Fellahi Amar		Aïn Arnat
Mahdani Hadda		»
Abbacha Mohamed		Aïn Abessa
Nehaoui Ali		»
Douki Elhadj		»
Bouguerne Fatima		»
Boudiaf Yamina		»
Zeroual Reumila		»
Merahi Khadra		»
Boussadia Derradji		»
Kraria Rabiaa		»
Kraria Belgacem		»
Ghebabcha Djamilia		El Ouricia
Khâter Zohra		Mezloug
Sbaa Ali	El Eulma	El Eulma Bazer
Cira Slimane		»
Touati Tahar		»
Hamoudi Aïssa		»
Dardar Mohamed		»
Khodri Zoubida		»
Moufouk Zahira		»
Zokrami Aïcha		»
Oulmi Hadria		»
Tebani Mèbarka		»
Medjad Zahira		»
Safsaf Yamouna		»
Fadel Bouzid		Aïn Oulmène
Zebiche Touhami		»
Tameur Noui		»
V ^e Boulares Roumila		»
Makhfi Rebiha		»
Messaada Laïd		»
Belkatab Hocine		Aïn Elahdjjar
Aïssa Allaoua		»
Haddi Makhlouf		»
Toumi Ammar dit Abdellah		»
Zibar Fadila		Aïn Azel
Sayah Mohamed		»
Mangaa Messaoud		»
Sbaa Khalef dit Fatheb		»
Digheche Yamna		Beni Fouda
Djezzar El Fenni		»
Manaa Allaoua		»
Djedouaï Aïssa		Salah Bey
Belkhiri Mohamed		»
Lackram Mèbarek		»
Djarbou Ali		»
Lifi Ali		»
Haddar Saâd		»
Fakroun Mohamed		Guidjel
Messaï Moussa		»
Aïssaoui Mohamed		»

Nom et prénoms des bénéficiaires	Arrondissements	Communes
Kebbeb Sakhri	El Eulma	Oum Ladjoul
Lahreche Zohra		Bir Lahreche
Kaabar Dahbia		»
Mellala Hadda		»
Guessis Zahia		Boutaleb
Mouset Halima		»
Belgasmia Mohamed		Beïda Bordj
Oulmi Allaoua		»
Belhout Abdelbaki		»
Chaouf Saïd		»
Mohaedine Laâla	Bordj Bou Arréridj	Bordj Bou Arreridj
V ^e Zidoune Hocine		»
Fares Saâd		»
Zioual Alaoua		»
Charifi Lakhdar		»
Mihoubi Larbi		»
Derrardja Larbi		»
Tayeb Chérif Laïssaoui		»
Hadjab Mabrouk		»
Kahia Allaoua		»
Boubaya Laïd		»
Koudia Lakhdar		»
Bouderouaz Salah Zaouaoui		»
V ^e Zerrouki Mohamed		»
Bouafia Lamri		»
Righi Ali		»
Maouche Mohamed		»
Djoundi Rabah		»
Chérif Bachir		»
Khiar Mabrouk		»
Zitouni Aïssa		»
Bouzidi Messaoud		»
Djaiz Turkia		»
Bordji Larbi		»
Sahraoui Abdelmâdjid		»
Touati Maadadi		Bordj R'Dir
Boussam Mohamed Chérif		»
Hanachi Ahmed		»
Bouragdad Ammar		»
V ^e Belbagra Derradji		»
Guichi Lakhdar		El Hammadia
Djoudi Saâdi		»
Ghezali M'Hamed		Teniet El Nasr
V ^e Allouache Boualem		»
Terkous Brahim		»
Abbasi Hafsa		Sidi Embarek
Slimani Hadda		»
Kirouani Achour		»
Cheniti Rabah		»
Benzir Ali		»
Benmessahel Layachi		Aïn Tagrout
Cherrad Atmane		»
Couchane Djemaï		»
Mahfoudi Hafsa		»
Fatmi Ali		»
Mihoubi Tahar		»
Maamri Ahmed		Zemoura
Djanit Tayeb		»
Belazoug Youcef		»
Chibani Messaoud		»
V ^e Belazoug Layachi		»
Gaoua Mohamed		Medjana
Benziane Azzib		»
Kouchit Abdelkader		»
Atmani Yahia		»
V ^e Ouziane Larbi		»
Gamache Makhlouf		»
Chougui Bachir		»
Benamara Hemama		»
Benhacène Mohamed Arezki		Mansourah
V ^e Benamar Bahlouli		»
Berghoul Abderrahmane		»
Vve Ben Atia Hedjila		»
V ^e Djoudi née Benguedouad		»
Ghanem Tahar		El Mehir
Menasria Mohamed Arezki		»
Maha Saïd		»
Bakli Miloud dit Dahmane		»

Nom et prénoms des bénéficiaires	Arrondissements	Communes	Nom et prénoms des bénéficiaires	Arrondissements	Communes
Vve Benzaza Mohamed Bachir, Bordj Bou Arreridj		El Mehir	Touahri Mohand Salah	Akbou	Ighil Amokrane
Benmeziti Abderrahmane		"	Oudihat Mohand Akli		"
Belaifa Ahmed		"	Touahri Halima		"
Laoubi Messaoud		El Khadra	Kaddour Adada		Boudjellil
Zegh Titouche Ali		"	Ahmis Ouahchia		"
Arkoub Mokrane		"	Benhamou Saïd		Beleyel
Benkharfallah Rabéa		"	Gaya Mokrane		Tizi Alouane
Vve Dadouche Brahim		"	Benmessaoud Abderrahmane		Djedida
Abdoun Rabah		"	Zerkouf Makhlouf		"
Kaitoum Ali		Ras El Oued	Akroub Zedjiga		"
Djedouali Layachi		"	Bouda Boudjemaâ		"
Boukerche Djemaï		"	Belhaddad Aïni		"
Djedi Amar		"	Zaaboubi Mebarek	Bougaa	Bougaa
Chergui Abderrahmane		"	Demouche Ahmed		"
Vve Tlidjane Mohamed		"	Laïfa Messaouda		"
Louahdi Amar		"	Vve Chouadra Zineb		"
Kebabi Lakhdar		"	Kherrat Baya		"
Boumaout Ahmed	Kherrata	Kherrata	Zeghbache Lakhdar		"
Bouyaklef Hamama		"	Abiza Mokhrane		Tala Ifacène
Hedna Louiza		"	Abassi Small		"
Boulahlib Tahar		"	Akhrib Djemaâ		"
Chellali Larem		"	Vve Khalidi Larbi		"
Benmansour Saou		"	Mendil Mohamed		"
Guehlouz Chérif		"	Benchoudar Mohamed		"
Affoune Hadda		"	Slimani Mohamed		Bouamdas
Boudour Mohamed		"	Haoussine Salah		"
Layab Small		"	Boudjaoui Meziane		"
Boumazbar Radjia		"	Bencheikh Rabah		"
Guerayane Chaghousa		"	Issaadi Belkacem		"
Kérim Messaouda		"	Vve Melizou Mohamed		"
Djaballah El Jaida		"	Sabou Mohand		"
Bousabata Small		"	Zermani Ali		Beni Chebana
Merazka Hadda		"	Atmani Ali		"
Bendjaballah Hamou		"	Benabes Saïd		"
Messabahi Zohra		"	Kasraoui Bachir		"
Moukrane Kadidja		"	Seboussi Tayeb		"
Hadjar Tahar		"	Issighid Lahcene		"
Mansouri Small		"	Vve Chetout M'Akli		"
Abbache Hadda		"	Mheni Larbi		"
Saffidine Hadda		"	Tadji Taalit		"
Cheriti Mohamed		"	Dahboub Arezki		Béni Ourtilane
Zaabat Aïcha		"	Sarri Bournane		"
Saddad Mokhtar		"	Kolli Youcef		"
Zayou Mohamed		"	Amouche Tahar		"
Boukazoula Ahmed		"	Vve Djellili Améziane		"
Boulahlib Abdelmalek		"	Vve Naït Yahya		"
Hamadouche Mohamed		"	Hammache Ali		"
Aouf Ali		"	Djabali Akli		Guenzet
Hamzaoui Ali		"	Laidouï Tahar		"
Haddad Megdouda	Akbou	Akbou	Vve Hamida Salah		"
Mehaba Ali		Taznalt	Vve Bouznad Akli		"
Ahiou Achour		"	Vve Ahmine Abderrahmane		"
Saadi Boudjema		"	Dahri Mansour		"
Ouhamou Mouloud		"	Moudjaheb Madani	M'Sila	M'Sila
Arhab Mustapha		"	Vve Kharbouche Mohamed		"
Benmessaoud Ali		"	Allouche Fatima		"
Feddila Mohamed Chérif		"	Miliani Belgacem		"
Hamou El Hacène		"	Vve Ounis Hafsa Ben Ali		"
Saadi Latamène		"	Boudiaf Ouicha bent Nadir		"
Djebara Mokhdad		"	Belbey Bey ben Attia		"
Khenoune Zahoua		Amalou	Boudiaf Ali ben Mostefa		"
Ouadah Tassadit		"	Boudiaf Bouras ben Mohamed		"
Behloul Malek		Bou Hamza	Medjaheb Mohamed dit Ferhat		"
Redjdal Tayeb		Igil Ali	Meloufi Ahmed née Salem Rebiha		"
Larbi Djounhra		"	Talbi Ahmed ben Ahmed		"
Moumen Ali		"	Medaguine Seddik ben Mohamed		"
Chiker Saïd		Tighilt Makhlouf	Boudea Mohamed ben Lakhdar		"
Tiguert Aïni		Seddouk	Gana Ahmed ben Hadj		"
Dehgane Safia		"	Redjem Redjem ben Mohamed		"
Azeaki Ourdia		"	Boudina Mohamed ben Ahmed		"
Beddour Zounina		"	Sehil Rabah		"
Dahmani Fatima		Ighil Ou Antar	Vve Bourahla Mohamed née Bendjaballah		"
Zaidi Mohamed Arezki		Beni Mansour	Noua		"
Hammadache Mohamed Larbi		"	Mahmoudi Mohamed		"
Taka Dahbia		Ighil Oumecid	Kharchi Mohamed		M'Tarfa
Senamara Baya		"	Salmi Ahmed		"
Barbellah Arezki		"	Khalfa Ali		M'Ch
Touahri Yamina		"	Hocine Lakhdar		"
		"	Mouissat Ramdane		"

Nom et prénoms des bénéficiaires	Arrondissements	Communes
Saker Alia	M'Sila	Ouled Derradj
Bouhali Sadek		Selmane
Bentoumi Ladoui ben Mostefa		Chellal
Vve Bouazize Mohamed		Hamman Dalaa
Dogha Larbi		
Herizi Tahar		
Vve Boussag Mebarek		
Faïd Kouider ben Amar		
Harizi Chérif		
Touati Mezaache ben Saïd		
Mahdi Saïd		
Vve Belabbas née Aïzou Rebeh bent Saïd		
Benamor Ali		Maadid
Chebabha Saïd		
Soltani Belgacem		Oued Adi Guebala
Atoui Brahim		
Mahdaoui Slimane		
Hayrbachi Slimane		
Talilane Yahia	Sidi Aïch	Akfadou
Amouma Tahar		
Vve Seriak Mohand		
Vve Kacimi Md Salah née Kaced Ourdia		
Chibani Fazia		
Ansour Salah		Adekar Kebouche
Benboudissa Mohamed		
Kemouci Lounès		
Amghar M'Hand		
Vve Ouddane Md Ouramtane, née Saïch Tassadit		Chemini
Messaoudène Mohand		
Vve Lehaïbi Mokrane, née Chaïbi Zahra		
Vve Djerroud, née Abdelouahab Djedjiga		
Moualik Lahcene		
Vve Bouras Mohamed Tahar		
née Iffissen Ouardia	Timezrit II Maten	
Vve Bouich Mohamed Salah		
née Bouich Daouia		
Bekkeur Ourida		
Benhaddad Lahcene		
Abdellah Arab		Taourirt Ighil
Ferdji Larbi		
Baouze Md Amokrane		
Aoudia Hachemi		
Vve Azirou Mohand Idir		
Amoura Arezki		
Sayad La la		Moussebel
Bachir Mohamed		
Vve Brahmi Md Améziane, née Bouzala		
Messaouda		Smaoune
Vve Alloui Md Améziane, née Alloui Khe-didja		
Vve Harik Ali, née Mouhoubi Daouia		
Vve Aouimeur Md Arab, née Djouadi Tas-sadit		Sidi Aïch
Vve Bekka Saïd, née Abderrahim Baya		
Hadjab Moussa		
Vve Benmoussa Md Saïd, née Ichalal El Ghia		
Taimat Madjid		
Cheriguem Md Séghir		
Bekka Lehlou		
Ghezali Hocine		
Layachi Brahim		
Soualah Djida Vve Boussoufa Hachemi	Bejaia	Bejaia
Sadi Ahmed Zahia Vve Meziani		
Bouchebah Fatima Vve Hamitouche Hocine		
Kendi Titem Vve Louasli Djoudi		
Hamitouche Fatima Vve Ikci Rabah		
Maouchi Fatima Vve Maouchi Hocine		
Mouzaoui Daouia Vve Khelfaoui Abdellah		
Houacine Fatima Vve Kamed Belkacem		
Bounif Taous Vve Kharfallah Rabah		
Moussaoui Oumelaz Vve Chabane Ali		
Achour Tassadit Vve Merabti Ali		
Sahi Houria Vve Bahloul Ahmed		
Meziane Hassina Vve Mouloud Kassa		
Bourai Yamina Vve Zemmour Amokrane		
Ghili Chérifa Vve Akrou Hocine		
Fezoui Djamila Vve Fezoui Mohand		

Nom et prénoms des bénéficiaires	Arrondissements	Communes
Bourbaa Fatma Vve Chikhouné Hocine		Bejaia
Kharfallah Taous Vve Siouda M'Hand		
Ouzbidour Tata Vve Harfi Ali		
Khima Tassadit Vve Maouchi Youcef		
Vve Aibache Larbi née Bellil Yamina		
Tghanane Zohra Vve Djoulane Moussa		
Boucheffa Fatima Vve Iskiken Ali		
Moulahbas Houria Vve Talaïbir Boualem		
Abdelbost Baya Vve Kourane Mokrane		
Touati Megdouda Vve Bessa Hocine		
Hadjadj Fatma Vve Arabi Mouloud		
Abdelkader Khoukha Vve Affis Mohamed		
Moumraou Laidja Vve Belaïd Saïd		
Ghermine Adouda Vve Debouz Hamou		
Abdelmalek Houria		
Hamza Houria Vve Araba		
Boumaza Djamila Vve Zennache Zine		
Ramtani Baya Vve Houacine Hocine		
Benyahia Safia Vve Talbi Chérif		
Bouyahia Zoulikha Vve Touati Ali dit Al-laoua		
Amrane Zouina Vve Temine Salah		
Kennouche Fatima Vve Asselate Larbi		
Ferdjouk Nouara Vve Haddadi Ahcene		
Mamasse Fatima Vve Bouchana Hachemi		
Meslem Laakri Vve Bensaïd Hocine		
Hamdi Zohra Vve Mouhoubi Saïd		
Berkati Baya Vve Fardjallah Mohand		
Terzi Chérifa Vve Akrou		
Kaidi Daouia Vve Amroune Mohand Akil		
Amrane Mohand		
Addour Mohamed		
Oulhassi Chérif		
Ghoul Saïd		
Smali Saïd		
Stambouli Ali		
Betite Salah		
Ouali Ahmed		
Taguelmint Belkacem		
Ammari Saïd dit Mohand		
Makhloufi Ali		
Rahmani Tayeb		
Khelfaoui Saïd		
Kendi Mohamed		
Medourène Saïd		
Bellil Ali		
Adjiri Saïd dit Ali		
Belhocine Redouane		
Djouadi Ali		
Benyahia Yamina Vve Meridja Mohand Arab		Barbacha
Maouchi Zahoua Vve Marmache Salah		
Hatri Merbouha Vve Abdiche Hocine		
Benyahia Ourdia Vve Benyahia Md Ameziane		
Bourdjiplane Djida Vve Bordjah Moussa		
Ouahrami Mohand Seghir		
Derboucha Arezki		
Lasmi Ali		Darguina
Boumezoued Saïdi		
Boubadra Essaid		
Chabi Mohamed		
Daroui Saïd dit Mckhtar		
Saou Ali		
Messouef Amar		
Chenaa Fatma Vve Bougueham Ali		
Amari Tahar		Cap Aokas
Zitouné Salah		
Berber Ali		
Rabhi Hamou		
Bedhouche Fatima Vve Djouder Meziane		
Carti Taous Vve Harriche Mohand		
Latiki Kamsa Vve Dourouhou Mohand		
Agoune Hadda Vve Mouzaoui Mohand		
Mesbah Baya Vve Saïdi Boudjema		El Kseur
Allouche Zouina Vve Allouche Saïd		
Saci Taous Vve Saci Mohand Arab		
Mebarki Fatma Vve Haddad Mohand		
Oukaci Halima Vve Hammouche Mohand		
Drir Belkacem		

Nom et prénoms des bénéficiaires	Arrondissements	Communes
Taraouan Saïd Mebarka Vve Bekka		Kendira
Makhloufi Zouina Vve Amriche		"
Houari Halima Vve Tighilt Ahmed		"
Brahmi Ahmed		"
Moradi Salah		"
Fehal Bachir		"
Hadjara Smaïl		Oued Amizour
Djouadi Braham		"
Mehdi Lakhdar		"
Kheloufi Tounès Vve Kharouni Belkacem		"
Mameri Hedjila Vve Hamitouche Ahmed		"
Zaïdi Hadda Vve Hadjara Salah		"
Ouzalche Zouina Vve Dries Salah		"
Moussaoui Djida Vve Kediche Hocine		Souk El Tenine
Zegagn Tassadit Vve Boucherid Saïd		"
Haddad Oumessaad Vve Mebarki Lounis		"
Yahia Akli		"
Abul Mohand		"
Mebarki Ali		"
Heraoui Ahmed		Taskriout
Djaïnine Houria Vve Adrar Hocine		Tichy
Aroui Zouina		"
Hamoudi Mohamed		"
Djoudi Smaïl		"
Boumertif Salah		Toudja
Salhi Aïcha Vve Oukavhbi Mohand		"
Nadji Zohra Vve Meziani Larbi		"
Nettah Aïchouche Vve Maachi Tahar		"
Ikhlef Khadidja Vve Aït Mabrouk Mohand		"
Benali Yamina Vve Taghbit Chabane		"

MINISTRE DES FINANCES ET DU PLAN

Décret n° 66-196 du 23 juin 1966 portant virement de crédit au budget du ministère de la santé publique.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et du plan,

Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 65-320 du 31 décembre 1965 portant loi de finances pour 1966 et notamment son article 4 bis ;

Vu le décret n° 66-30 du 1^{er} février 1966 portant répartition des crédits ouverts pour 1966 au ministre de la santé publique :

Décète :

Article 1^{er}. — Est annulé sur 1966, un crédit de trente trois mille huit cent quarante dinars (33.840 DA.) applicable au budget du ministère de la santé publique et aux chapitres énumérés à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Est ouvert sur 1966, un crédit de trente trois mille huit cent quarante dinars (33.840 DA.) applicable au budget du ministère de la santé publique et au chapitre énuméré à l'état « B » annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et du plan et le ministre de la santé publique sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juin 1966.

Houari BOUMEDIENE

ETAT « A »

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULES EN DA.
	TITRE III MOYENS DES SERVICES	
	4^e Partie <i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-01	Administration centrale. — Fournitures	20.000
34-11	Services extérieurs de la santé publique — Remboursement de frais	13.840
	Total général des crédits annulés	33.840

ETAT « B »

CHAPITRE	LIBELLES	CREDIT OUVERT EN DA.
	TITRE III MOYENS DES SERVICES	
	4^e Partie <i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-05	Administration centrale. — Habillement	33.840

Décret n° 66-199 du 28 juin 1966 portant transformations d'emplois.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,
Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 65-320 du 31 décembre 1965 portant loi de finances pour 1966 et notamment son article 5 ;

Vu le décret n° 66-7 du 11 janvier 1966 portant répartition des crédits ouverts pour 1966 au ministre de l'agriculture et de la réforme agraire ;

Sur proposition du ministre des finances et du plan,

Décète :

Article 1^{er}. — Sont supprimés au budget du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire, chapitre 31-81 « services extérieurs du génie rural, article 1^{er}, personnel titulaire », les emplois suivants :

- 1 ingénieur en chef du génie rural,
- 2 ingénieurs élèves du génie rural,
- 2 adjoints techniques.

Art. 2. — Sont créés au chapitre 31-81 susvisé, en remplacement des emplois supprimés à l'article ci-dessus les emplois suivants :

- 3 ingénieurs du génie rural.

Art. 3. — La dépense afférente à la prise en charge des agents visés à l'article 2 est gagée par les crédits provenant de la suppression des emplois figurant à l'article 1^{er}.

Art. 4. — Le ministre des finances et du plan et le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 juin 1966.

Houari BOUMEDIENE.

Arrêté du 11 juin 1966 portant création d'un contrôle des impôts directs à Bordj Ménéaïel.

Le ministre des finances et du plan,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale ;

Vu l'arrêté du 21 février 1955 fixant la liste et la consistance territoriale des bureaux de l'administration des impôts directs et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ou complété ;

Sur proposition du directeur des impôts et de l'organisation foncière ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Il est créé à Bordj Ménéaïel un contrôle des impôts directs.

Art. 2. — Le tableau annexé à l'arrêté du 21 février 1955 susvisé, est modifié conformément au tableau joint.

Art. 3. — Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du 1^{er} juillet 1966.

Art. 4. — Le directeur de l'administration générale, le directeur des impôts et de l'organisation foncière, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 juin 1966.

P. le ministre des finances et du plan et par délégation,

Le directeur général adjoint des finances

Salah MEBROUKINE.

ANNEXE

DESIGNATION de l'inspection ou du contrôle	SIEGE	CIRCONSCRIPTION territoriale
<i>A modifier :</i>	<i>A modifier :</i>	<i>A modifier :</i>
Inspection des im- pôts directs de Tizi Ouzou.	Tizi Ouzou.	Commune de Bordj Mé- naïel, Commune des Isser, Commune de Naciria.
<i>A ajouter :</i>	<i>A ajouter :</i>	<i>A ajouter :</i>
Contrôle de Bordj Ménéaïel.	Bordj Ménéaïel	Commune de Bordj Mé- naïel, Commune des Isser, Commune de Naciria.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Arrêtés du 1^{er} juin 1966 portant mouvement de personnel.

Par arrêté du 1^{er} juin 1966, M. Mohamèd Benallal, greffier de chambre stagiaire au tribunal de grande instance d'Alger, est élevé au 1^{er} échelon de la 2^e classe.

Par arrêté du 1^{er} juin 1966, Mlle Kheïra Berraouaine est nommée, à titre provisoire, en qualité de secrétaire de parquet stagiaire au parquet général d'Oran.

Par arrêté du 1^{er} juin 1966, M. Mohamed Berrahal est nommé, en qualité de secrétaire administratif de classe normale, 1^{er} échelon.

Par arrêté du 1^{er} juin 1966, M. Madani Bouziri est nommé, en qualité de secrétaire administratif de classe normale, 1^{er} échelon.

Lesdits arrêtés prendront effet à compter de la date d'installation des intéressés dans leurs fonctions.

Arrêtés des 9 et 16 juin 1966 portant acquisition de la nationalité algérienne.

Par arrêtés du 9 juin 1966, acquièrent la nationalité algérienne et jouissent de tous les droits attachés à la qualité d'Algérien, dans les conditions de l'article 12 de la loi n° 63-96 du 27 mars 1963 portant code de la nationalité algérienne :

Mme Cailleux Andrée Louise Josette, épouse Benali Abdelkader, née le 7 mai 1927 à Paris 13^e (Dpt de la Seine) France, qui s'appellera désormais : Cailleux Fatima ;

Mme Quélard Monique Anne Marie, épouse Neki Boussad, née le 1^{er} février 1937 à Saint-Laurent-Sur-Oust (Dpt du Morbihan) France ;

Mme Chemtob Esther, épouse Bendjilali Mohamed, née le 27 mars 1919 à Tenira (Oran), qui s'appellera désormais : Chemtob Zoubida ;

Mme Hess Wilma Dorothea, épouse Kouriche Mahmoud, née le 18 mai 1928 à Stuttgart-Unterürkheim (Allemagne) ;

Mme Campos-Rodriguez Elena, épouse Berry Mustapha, née le 23 septembre 1939 à Tanger (Maroc), qui s'appellera désormais : Campos-Rodriguez Yasmina ;

Mme Yamina bent Seddik, épouse Atia Brahim, née en 1929 à Hassi El Ghella (Oran), qui s'appellera désormais : Saddik Yamina ;

Mme Tavera Marie Antoinette, épouse El Mouldi Mohamed née le 7 mai 1913 à Ajaccio (Dpt de la Corse) France ;

Mme Halima bent Mohammed, épouse Rachedi Abderrahmane, née le 28 juin 1938 à Annaba ;

Mme Aïcha bent Tayeb, épouse Berradjaa Benchaa, née le 4 janvier 1945 à Oran, qui s'appellera désormais : Mostfa Aïcha ;

Mme Fatma bent Mohammed, épouse Djemal Mohammed née le 16 janvier 1939 El Khemis (El Asnam) ;

Mme Grezes Paulette Marie Simone, épouse Dida Abdelkader, née le 17 octobre 1931 à Laissac (Dpt de l'Aveyron) France, qui s'appellera désormais : Grezes Habiba Mériem ;

Mme Mimouna bent Touhami, épouse Ghoul Abdelkader, née en 1917 à Béni Saf (Tlemcen), qui s'appellera désormais : Moussaoui Mimouna ;

Mme Khedidja bent Abderrahmane, épouse Bachouch Hassen, née le 10 août 1943 à El Fahs (Tunisie), qui s'appellera désormais : Zaïed Khedidja ;

Mme Hammamdji Khedoudja, épouse Zidani M'Hamed, née en 1915 à Tlemcen ;

Mme Mistretta Giovanna, épouse Slimani Youcef, née le 6 février 1942 à Mussomeli (Italie) ;

Mme Bouarotta Cherifa, épouse Moudjahed Abderrahmane, née le 7 mai 1929 à Tunis (Tunisie) ;

Mme Bejaoui Zaïna, épouse Bouzidi Rechid, née le 13 juillet 1935 à Tunis (Tunisie) ;

Mme Arabe Fathma, épouse Khelifa Abdelkader, née le 29 novembre 1929 à Arzew (Oran) ;

Mme Dessouli Hasnia, épouse Mallem Lahoucine, née en 1923 à Nédroma (Tlemcen) ;

Mme Figuigui Rebiha, épouse Ghorzi Mohammed, née en 1912 à Béni Saf (Tlemcen) ;

Mme Zaki Djihane, épouse Benyahia Benamar, née le 28 juillet 1943 au Caire (R.A.U.) ;

Mme Kechiche Zaïneb, épouse Baha Abderrahmane, née le 22 janvier 1940 à Tunis (Tunisie) ;

Mme Fatma Zohra bent Mohammed ben Chaïb, épouse Belgacem Rabah, née le 28 septembre 1948 à Blida (Alger) ;

Mme Khedidja bent Hassen, épouse Rekik Djilali, née le 27 juin 1940 à Oran, qui s'appellera désormais : Hassen Khedidja ;

Mme Latifa bent Hadj Abdallah, épouse Boukoura M'Hamed, née le 4 mars 1942 à Saint Eugène (Alger), qui s'appellera désormais : Abdallah Latifa ;

Mme Bzdyra Jeannine, épouse Oukaci M'Hamed, née le 16 août 1938 à Potangis (Dpt de la Marne) France ;

Mme Fatma Zohra bent Abdelhafid, épouse Abidi Hocine, née le 23 novembre 1936 à Annaba ;

Mme Le Séven Maryvonne Vincente, épouse Zeraïa Ikhadi, née le 28 avril 1939 à Plounez (Dpt des Côtes du Nord) France ;

Par arrêté du 16 juin 1966, acquiert la nationalité algérienne et jouit de tous les droits attachés à la qualité d'algérien dans les conditions de l'article 12 de la loi n° 63-96 du 27 mars 1963 portant code de la nationalité algérienne :

Mme Leucker Marie José, épouse Aït Abdesslem Abdallah, née le 4 avril 1940 à Esch sur Alzette (Luxembourg), qui s'appellera désormais : Leucker Nadia ;

Arrêté du 22 juin 1966 fixant le nombre de sections des tribunaux.

Le ministre de la justice, garde des sceaux ;

Vu l'article 11 du décret n° 66-161 du 8 juin 1966 relatif au fonctionnement des cours et tribunaux ;

Sur proposition du directeur des affaires judiciaires ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Les tribunaux d'Alger, Annaba, Constantine et Oran sont divisés en quatre sections : section civile, section commerciale, section prud'homale et section pénale.

Les tribunaux de Batna, Béchar, Bejaïa, Blida, El Asnam, Guelma, Mascara, Médéa, Mostaganem, Ouargla, Saïda, Sétif, Sidi Bel Abbès, Skikda, Tiaret, Tizi Ouzou et Tlemcen sont divisés en trois sections : section civile, section commerciale et section pénale.

Tous les autres tribunaux sont divisés en deux sections : section civile et section pénale.

Art. 2. — Le directeur des affaires judiciaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 juin 1966.

Mohammed BEDJAOUI.

MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE

Décret n° 66-200 du 28 juin 1966 fixant provisoirement les modalités de recrutement et de rémunération des moniteurs et monitrices de l'artisanat.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale ;

Vu le décret n° 63-267 du 24 juillet 1963 portant création de la direction de la production artisanale ;

Vu l'arrêté du 12 février 1962 portant création d'un cadre algérien d'agents contractuels d'administration générale ;

Vu l'arrêté du 20 mai 1964 fixant la rémunération des agents contractuels ;

Décète :

Article 1^{er}. — Jusqu'à intervention du statut particulier applicable aux moniteurs et monitrices de l'artisanat, ces agents seront recrutés dans le cadre de l'arrêté du 12 février 1962 susvisé.

Art. 2. — Les moniteurs et monitrices de l'artisanat seront recrutés par priorité parmi les candidats titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle dans les disciplines artisanales.

A défaut de ce diplôme, les postulants doivent justifier de références se rapportant à au moins cinq années de pratique professionnelle industrielle ou artisanale dans un emploi exigeant des aptitudes et des connaissances équivalentes à celles des candidats titulaires du C.A.P.

Art. 3. — Ces agents seront rémunérés par référence au 2^{ème} échelon de l'échelle B du groupe II (indice 193 brut) de l'arrêté du 20 mai 1964 susvisé.

Art. 4. — Les traitements et indemnités alloués à ces agents seront imputés sur les crédits prévus au budget du ministère de l'industrie et de l'énergie.

Art. 5. — Le ministre de l'industrie et de l'énergie, le ministre de l'intérieur et le ministre des finances et du plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 juin 1966.

Houari BOUMEDIENE

MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS, ET DES TRANSPORTS

Décret du 8 juin 1966 portant nomination du directeur du port autonome d'Alger.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Vu le décret n° 63-442 du 9 novembre 1963 définissant le régime spécial des ports autonomes ;

Vu le décret n° 63-443 portant application du décret n° 63-442 du 9 novembre 1963 définissant le régime spécial des ports autonomes ;

Vu le décret n° 63-444 portant modification du décret n° 62-268 du 12 mars 1962 instituant le régime de l'autonomie au port d'Alger ;

Sur proposition du ministre des postes et télécommunications et des transports ;

Décète :

Article 1^{er}. — M. Yazid Allal ingénieur des ponts et chaussées est nommé directeur du port autonome d'Alger à compter de la date de son installation.

Art. 2. — Le ministre des postes et télécommunications et des transports est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 juin 1966.

Houari BOUMEDIENE.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE LA CONSTRUCTION

Arrêté du 21 juin 1966 portant délégation de signature à un sous-directeur.

Le ministre des travaux publics et de la construction,

Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Vu le décret n° 65-190 du 20 juillet 1965 autorisant les membres du gouvernement à déléguer leur signature, complété par le décret n° 65-250 du 4 octobre 1965 ;

Vu le décret du 12 mai 1966 portant délégation de M. Akli Zidi dans les fonctions de sous-directeur du personnel et du contentieux au ministère des travaux publics et de la construction ;

-Arrête :

Article 1^{er}. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Akli Zidi, sous-directeur du personnel et du contentieux, à l'effet de signer au nom du ministre des travaux publics et de la construction, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 juin 1966.

Abdenmour ALI YAHIA

MINISTERE DU TOURISME

Décret du 28 juin 1966 portant nomination d'un sous-directeur

Par décret du 28 juin 1966, M. Ahmed El-Ghazi est nommé en qualité de sous-directeur des services extérieurs à la direction des contrôles.

MINISTERE DES HABOUS

Arrêtés des 21 et 22 février 1966 portant mouvement de personnel.

Par arrêté du 21 février 1966, Mlle Hafsa Ammari est nommée à l'emploi de secrétaire administratif de classe normale 1^{er} échelon.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressée dans ses fonctions.

Par arrêté du 22 février 1966, M. Ahmed Derfar est nommé chef de bureau à la direction des affaires religieuses.

Il bénéficiera d'une majoration indiciaire de 150 points non soumis à retenue pour pension civile.

Ledit arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 1966.

ACTES DES PREFETS

Arrêté du 23 avril 1966 autorisant la commune de Constantine à acquérir un lot de terrain du plan de Sidi Mabrouk.

Par arrêté du 23 avril 1966 du préfet du département de Constantine, la commune de Constantine est autorisée à acquérir aux conditions stipulées dans sa délibération en date du 26 novembre 1965, le lot n° 219 pie section B du plan de Sidi Mabrouk, d'une superficie de 2.045 m².

Arrêté du 26 mai 1966 portant autorisation de prise d'eau de l'oued Tafna.

Par arrêté du 26 mai 1966 du préfet du département de Tlemcen, M. Bénali Nouali, agriculteur riverain de l'oued-Tafna (commune de Remchi), est autorisé à pratiquer une prise d'eau par pompage sur l'oued Tafna, en vue de l'irrigation de terrains limités par une teinte rose sur le plan, annexé

à l'original dudit arrêté, qui ont une superficie de 4 hectares et qui font partie de sa propriété.

Le débit moyen dont le pompage est autorisé est fixé à deux litres par seconde (débit continu).

Le débit total de la pompe pourra être supérieur à deux (2) litres par seconde, sans dépasser douze, mais dans ce cas, la durée de pompage sera réduite de manière que la quantité d'eau prélevée n'excède pas celle correspondant au débit continu autorisé.

L'installation sera fixe. Elle devra être capable d'élever au maximum douze litres/seconde à la hauteur de vingt mètres (hauteur d'élévation comptée au-dessus de l'étiage).

L'installation du bénéficiaire (moteur, pompe, tuyaux d'aspiration et de refoulement) sera placée de telle sorte qu'aucune coupure ne soit pratiquée dans les berges et qu'il n'en résulte aucune gêne pour l'écoulement des eaux dans l'oued ou la circulation sur le domaine public.

Les agents de l'hydraulique dans l'exercice de leurs fonctions auront, à toute époque, libre accès auxdites installations afin de se rendre compte de l'usage effectif qui en est fait.

L'autorisation est accordée sans limitation de durée.

Elle peut être modifiée, réduite ou révoquée à toute époque, sans indemnité, ni préavis, soit dans l'intérêt de la salubrité publique, soit pour prévenir ou faire cesser les inondations, soit pour cause d'inobservation des clauses qu'elle comporte, notamment :

a) si le titulaire n'en a pas fait usage dans le délai fixé ci-dessus ;

b) si les eaux reçoivent une utilisation autre que celle qui a été autorisée ;

c) si l'autorisation est cédée ou transférée sans approbation du préfet, sauf le cas prévu à l'article 10 du décret du 28 juillet 1938 ;

d) si les redevances ne sont pas acquittées aux termes fixés.

Le bénéficiaire ne saurait davantage prétendre à indemnité dans le cas où l'autorisation qui lui est accordée serait réduite ou rendue inutilisable par suite de circonstances tenant à des causes naturelles, ou à des cas de force majeure.

Aucune indemnité ne saurait non plus être réclamée par le bénéficiaire, dans le cas où le préfet aurait prescrit, par suite de pénurie d'eau, une réglementation temporaire ayant pour but d'assurer l'alimentation des populations et l'abreuvement des animaux et de répartir le débit restant entre les divers attributaires d'autorisations de prises d'eau sur l'oued Tafna.

L'autorisation pourra en outre être modifiée ou révoquée à toute époque, avec ou sans préavis, pour cause d'intérêt public ; cette modification, réduction ou révocation peut ouvrir droit à indemnité au profit du permissionnaire, si celui-ci en éprouve un préjudice direct.

La modification, la réduction ou la révocation de l'autorisation ne pourra être prononcée que par le préfet, après accomplissement des mêmes formalités que celles qui ont précédé l'octroi de l'autorisation et qui sont fixées par l'article 4 du décret du 28 juillet 1938.

L'eau sera exclusivement réservée à l'usage du fonds désigné ci-dessus et ne pourra, sans autorisation nouvelle, être utilisée au profit d'un autre fonds.

En cas de cession de fonds, l'autorisation est transférée de plein droit au nouveau propriétaire qui doit déclarer le transfert au préfet de Tlemcen dans un délai de six mois à dater de la mutation de propriété.

Toute cession de l'autorisation, effectuée indépendamment du fonds au profit duquel elle est accordée, est nulle et entraîne la révocation de l'autorisation sans indemnité.

En cas de morcellement du fonds bénéficiaire, la répartition des eaux entre les parcelles doit faire l'objet d'autorisations nouvelles, qui se substituent à l'autorisation primitive.

Le bénéficiaire sera tenu d'éviter la formation de mares risquant de constituer des foyers de paludisme dangereux pour la santé publique. Il devra conduire ses irrigations de façon à éviter la formation de gîtes d'anophèles.

Il devra se conformer, sans délai, aux instructions qui pourront, à ce sujet, lui être données par les agents de l'hydraulique ou de la santé publique.

La présente autorisation est accordée moyennant le paiement d'une redevance annuelle de deux dinars 50 centimes à verser à compter du jour de la notification de l'arrêté d'autorisation, à la caisse du receveur des domaines de Tlemcen.

Cette redevance pourra être révisée le 1^{er} janvier de chaque année.

En sus de la redevance, le permissionnaire paiera :

— la taxe fixe de cinq dinars instituée par le décret du 30 octobre 1935 étendu à l'Algérie par le décret du 19 juin 1937 et modifiée par la décision n° 58-015 homologuée par décret du 31 décembre 1958.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur les redevances pour usage de l'eau, la police, le mode de distribution et le partage de cause.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Homologations et demandes d'homologation de propositions.

Le ministre des postes et télécommunications et des transports a homologué par décision n° 1208 S/BCC/F.2 du 12 mai 1966 la proposition présentée par la S.N.C.F.A. ayant pour objet l'ouverture, sous certaines conditions, au trafic voyageurs, bagages et chiens accompagnés, d'une halte non gardée à Fergougville (ligne Mohammadia - Béchar).

Le directeur de la S.N.C.F.A. a soumis à l'homologation de l'administration supérieure une proposition ayant pour objet la transformation du point d'arrêt de Ghriss. (Ligne Mohammadia - Béchar) en halte non gardée ouverte, sous

certaines conditions, au trafic voyageurs, bagages et chiens accompagnés ainsi qu'au trafic à petite vitesse par wagon complet.

Le ministre des postes et télécommunications et des transports a homologué par décision n° 1209 S/BCC/F.2 du 12 mai 1966 la proposition présentée par la S.N.C.F.A. ayant pour objet la modification du régime commercial des points d'arrêt de El Mouhad, El Kouif et Rhilane de la ligne Annaba El Kouif.

Les points d'arrêt de El Mouhad et de Rhilane seront transformés en haltes non gardées ouvertes sous certaines

conditions au trafic marchandises par wagon complet et petite vitesse.

Le point d'arrêt d'El Kouif sera fermé au service voyageurs, bagages et chiens accompagnés.

Le ministre des postes et télécommunications et des transports a homologué par décision n° 1207 S/BCO/F.2. du 12 mai 1966 les propositions présentées par la S.N.C.F.A. ayant pour objet la réouverture, sous certaines conditions, au trafic voyageurs bagages et chiens accompagnés, des points d'arrêt de Victor-Duruy et Fontaine des Gazelles. (Ligne El Guerrah - Touggourt).

Le directeur général de la S.N.C.F.A. a soumis à l'homologation de l'administration supérieure une proposition tendant à la suppression du point d'arrêt de l'embranchement Demonchy (ligne Teniet Beni Aïcha (ex-Ménerville) à Tizi Ouzou).

Le directeur général de la S.N.C.F.A. a soumis à l'homologation de l'administration supérieure une proposition tendant à la suppression du point d'arrêt de l'embranchement de la Société d'études minières (ligne Beni Mançour - Bejaïa) de la nomenclature alphabétique des points d'arrêt.

Le directeur général de la S.N.C.F.A. a soumis à l'homologation de l'administration supérieure une proposition tendant à la modification du régime commercial des points d'arrêt de Mascara, Mascara - Baba Ali, Sidi Maamar. (Ligne Tizi Mascara).

Le point d'arrêt de Mascara sera fermé au service voyageurs, bagages et chiens accompagnés.

Les points d'arrêt de Mascara - Baba Ali et de Sidi Maamar seront fermés à tous services.

Le directeur général de la S.N.C.F.A. a soumis à l'homologation de l'administration supérieure une proposition tendant à la suppression du point kilométrique de Rhilane Frontière. (Ligne Annaba - El Kouif) de la nomenclature alphabétique des points d'arrêt.

MARCHES. — Appel d'offres

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Caisse algérienne de développement

Direction de l'administration générale

Sous-direction des constructions et de l'équipement scolaire

Aménagement et transformation en université d'Oran de l'ex-base aérienne d'Es Senia

Des appels d'offres sont lancés pour l'opération d'aménagement et transformation en université d'Oran de l'ex-base aérienne d'Es Senia.

Ces appels portent sur les lots suivants :

1°) appel d'offres restreint :

Lot n° 1 : maçonnerie,

Lot n° 2 : menuiserie,

Lot n° 3 : plomberie sanitaire,

Lot n° 8 : peinture et vitrerie.

2°) Appel d'offres sous forme de concours :

Lot n° 4 : chauffage central et alimentation en eau chaude,

lot n° 5 : électricité,

lot n° 6 : installations téléphoniques,

lot n° 7 : ameublement de la salle de conférences.

Les entreprises intéressées par ces travaux sont invitées à présenter, avant le 9 juillet 1966, une demande d'autorisation de soumissionner au ministère de l'éducation nationale, sous-direction des constructions scolaires, 2° bureau, section constructions, chemin du Golf, Alger, en présentant leurs qualifications O.P.Q.C.A., références, attestations.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE LA CONSTRUCTION

DEPARTEMENT DE TLEMCEN

Office public départemental d'habitations à loyer modéré

Achèvement des travaux de la cité Sidi Lashen 251 logements

A une date qui sera connue ultérieurement, un appel d'offres restreint sera lancé concernant les travaux désignés ci-après :

Lot n° 1 — Gros œuvre - maçonnerie - béton armé - ferronnerie,

Lot n° 2 — Menuiserie-quincallerie,

Lot n° 3 — Ebanchéité,

Lot n° 4 — Plomberie sanitaire,

Lot n° 5 — Electricité,

Lot n° 6 — Peinture vitrerie,

Lot n° 7 — Adduction d'eau,

Lot n° 8 — Voirie.

La demande d'admission accompagnée d'une déclaration indiquant l'intention du candidat de soumissionner devra faire connaître ses nom, prénoms, qualité et domicile. Elle devra être adressée sous pli recommandé au directeur de l'Office départemental d'H.L.M., immeuble de la Metchnaka, Tlemcen durant un délai de quinze jours à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Devront être jointes les pièces ci-après :

1° — Une note indiquant les moyens techniques, le lieu, la date et l'importance des travaux exécutés par l'entreprise.

2° — Un certificat de qualification et de classification de l'entreprise.

3° — Deux certificats délivrés par des hommes de l'art.

4° — Attestation de mise à jour vis-à-vis des caisses de sécurité sociale.

5° — Attestation de mise à jour, extrait de rôle, vis-à-vis des contributions diverses.

6° — Pour les coopératives de construction et les entreprises autogérées, le duplicata de l'acte constitutif de l'entreprise.

7° — Le duplicata de l'arrêté ministériel relatif à l'agrément de ladite coopérative d'ouvriers.

Les entrepreneurs pourront obtenir tous renseignements le jeudi et le samedi de 10 à 12 heures, à partir du 2 juin 1966 auprès de M. G. Nachbaur, architecte, 11, avenue Cheik Larbi Tébéssi à Oran.

Un appel d'offres est lancé en vue des travaux de protection contre l'oued Agrioun, aux PK 36 + 200 à 36 + 400 de la RN 9 de Bejaïa à Sétif.

Le montant des travaux est évalué à 115.000 DA.

Les candidats peuvent consulter le dossier au bureau technique de Bejaïa, 7, bd des Frères Bouaouina.

Les offres devront parvenir avant le 10 juillet 1966 à 18 h., à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, rue Mériem Bouattoura à Sétif.

MISES EN DEMEURE D'ENTREPRENEURS

M. Brahmi Mohamed Seghir, entrepreneur de maçonnerie, domicilié à Dellys, titulaire du marché n° 5.46.64, visé le 27 janvier 1964, approuvé le 28 janvier 1964, relatif à l'exécution des travaux de construction de trente logements (30), type reconstruction G.K. 1 à Tizirt, arrondissement de Tizi Ouzou, est mis en demeure d'avoir à reprendre l'exécution desdits travaux dans un délai de vingt jours (20), à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Faute par l'entrepreneur de satisfaire à cette mise en demeure dans le délai prescrit, il lui sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.

M. Brahmi Mohamed Seghir, entrepreneur de maçonnerie, domicilié à Dellys, titulaire du marché n° 4.46.64, visé le 27 janvier 1964, approuvé le 28 janvier 1964, relatif à l'exécution des travaux de construction de soixante-dix (70) logements type reconstruction G.K. 1, à Sidi Ali Bounab, commune de Tademaït (arrondissement de Tizi Ouzou), est mis en demeure d'avoir à reprendre l'exécution desdits travaux dans un délai de vingt jours (20) à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Faute par l'entrepreneur de satisfaire à cette mise en demeure dans le délai prescrit, il lui sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.

La coopérative ouvrière « Amar Ouazzoug » à Azazga, titulaire du marché n° 9.46.64, visé le 10 février 1964, approuvé le 19 février 1964, relatif à l'exécution des travaux de construction de cent (100) logements type reconstruction G.K. 1, à Yakouren (arrondissement d'Azazga) est mise en demeure d'avoir à reprendre l'exécution desdits travaux dans un délai de vingt jours (20) à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Faute par l'entreprise de satisfaire à cette mise en demeure dans le délai prescrit, il lui sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.

L'entreprise collective « Latrèche Ali » à Tizi Rached, titulaire du marché n° 6.46.64 visé le 27 janvier 1964, approuvé le 28 janvier 1964 relatif à l'exécution des travaux de construction de cent (100) logements type reconstruction G.K. 1, à Azazga (arrondissement d'Azazga) est mise en demeure d'avoir à reprendre l'exécution desdits travaux dans un délai de vingt jours (20) à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Faute par l'entreprise de satisfaire à cette mise en demeure dans le délai prescrit, il lui sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.

ANNONCES

Associations — Déclarations

28 janvier 1966. — Déclaration à la préfecture de la Saoura. Titre : Fédération départementale des chasseurs. Siège social : Béchar.

9 mars 1966. — Déclaration à la préfecture de Ghardaïa. Titre : Aéro Nzad club. Siège social : Ouargla.

2 mai 1966. — Déclaration à la sous-préfecture d'Aïn Temouchent. Titre : Association des parents d'élèves de l'école « Cité de l'amitié » d'Aïn Temouchent. Siège social : Ecole Cité de l'amitié à Aïn Temouchent.

2 mai 1966. — Déclaration à la sous-préfecture de Maghnia. Titre : Club de loisirs et cultures populaires - amitié internationale. Siège social : bd du 1^{er} Novembre 1954, Maghnia.

7 mai 1966. — Déclaration à la préfecture de Batna. Titre : Société des courses hippiques de Batna. Siège social : Batna.

25 mai 1966. — Déclaration à la préfecture de Batna. Titre : Cercle des enseignants. Siège social : Batna.

1^{er} juin 1966. — Déclaration à la sous-préfecture de Bordj-Bou Arreridj. Titre : Foyer des amis d'El Achir. Siège social : El Achir (Sétif).

2 juin 1966. — Déclaration à la préfecture d'Oran. Titre : Studio des comédiens. Siège social : 5, rue Mohamed Khemisti, Oran.

7 juin 1966. — Déclaration à la préfecture d'El Asnam. Titre : Association culturelle El Kheiria. But : l'édification d'une mosquée pour la prière et l'exégèse du coran. Siège social : El Asnam.

13 juin 1966. — Déclaration à la sous-préfecture d'Aflou. Titre : Coopérative artisanale de Djebel Amour. Siège social : Aflou.